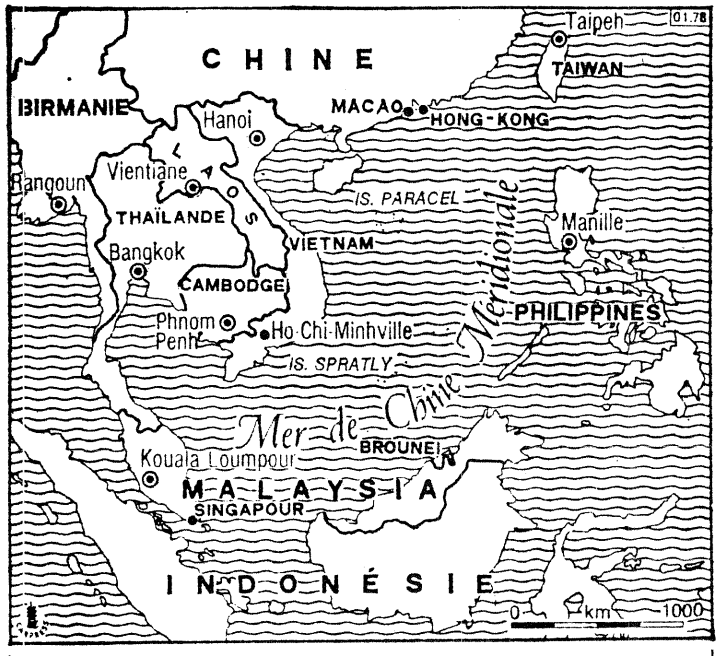
La répression politique aux Philippines



Quelques données de base sur les Philippines

Superficie: 3oo ooo km2 répartis sur 7 1o7 îles dont 8oo habitées;

Population: (en 198o) 48 1oo ooo habitants. 7o % d'entre eux habitent sur les deux grandes îles: Luzon, où se trouve la capitale Manille, et Mindanao;

Densité: 16o,3 hab./km2

Taux de chômage: 35 %

Religions: Chrétiens: 82 % (dont 8o % de catholiques); muselmans: 5 %; animistes: 1o %

Principaux produits agricoles: riz, maïs, noix de coco, canne à sucre, bois

Principaux minerais: cuivre, or, manganèse, fer, chrome, charbon, un peu de pétrole

L'industrie est centrée sur l'exportation et se trouve entre les mains des sociétés multinationales.

Des prisonniers politiques à travers tout le pays.

Depuis la déclaration de la loi martiale en septembre 1972, plus de 6o ooo Philippins ont été détenus arbitrairement. La loi martiale permet en effet d'arrêter toute personne suspecte sans qu'il y ait un mandat d'arrêt et de recherche, ainsi que de la détenir indéfiniment sans procès ni chefs d'accusation.

Le nombre exact de prisonniers politiques est difficilement chiffrable puisqu'ils sont répartis entre 2o centres de détention principaux, les 8o camps plus petits et même les prisons ordinaires dans lesquelles ils sont mêlés à des criminels de droit commun. Néanmoins, on estime qu'actuellement encore, 1 ooo personnes sont en permanence incarcérées pour des motifs politiques. Il s'agit d'hommes et de femmes, jeunes et adultes, provenant de toutes les classes de la population.

En effet, depuis septembre 1972, le simple fait de se mettre en grève, de protester contre la montée des prix, de manifester pour avoir droit à un logement ou à un salaire suffisant est passible d'une arrestation immédiate. Les ouvriers qui tentent de s'organiser en syndicats, les paysans qui défendent leurs terres contre l'emprise des multinationales, les minorités nationales qui n'acceptent pas de se laisser sacrifier sur l'autel du "développement économique", les étudiants qui luttent contre un système universitaire élitiste, tous sont menacés. Et ne parlons pas de ceux qui osent remettre directement en question l'existence du régime en s'engageant dans une lutte politique organisée ou dans la résistance armée.

Les conditions de détention sont souvent déplorables: manque de nourriture, insécurité, longues périodes sans procès ni jugement, maintien prolongé dans des cellules d'isolement et des centres de haute sécurité. A cela s'ajoutent des tortures psychologiques et physiques de plus en plus sophistiquées, des disparitions et mêmes des meurtres purs et simples.

Un soutien organisé

Face à l'augmentation croissante du nombre de prisonniers politiques, à la détérioration des conditions de vie et à l'intensification des tortures que subissent ces détenus, des groupes de soutien se sont constitués à l'intérieur de l'Eglise philippine, et une coordination des différents groupes est assurée. C'est ainsi que le "Task Force Detainees Office" soutient les groupes travaillant directement avec les prisonniers et appuie par des publications périodiques les efforts de libération.

"KAPATID", une organisation composée de familles et d'amis des prisonniers politiques s'est fixée comme buts principaux la libération et l'amnistie des détenus politiques aux Philippines. Par des efforts pour connaître la réalité vécue par les détenus, cette organisation essaie de diffuser une information tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays afin d'inciter le plus de personnes possible à réagir contre les arrestations arbitraires et à demander la libération des prisonniers politiques.

Une lutte à l'intérieur des camps de détention

Ces derniers temps, la lutte des prisonniers politiques à l'intérieur même des centres de détention

s'intensifie. C'est ainsi que le 3 novembre 198o, les 135 détenus politiques du Centre Bicutan à Metro Manille ont entamé une grève de la faim pour appuyer leurs revendications essentielles:

1. *La libération effective des détenus politiques qui étaient recommandés, parfois depuis plusieurs mois, pour une libération temporaire;*
2. *La révision de la nouvelle procédure qui prévoit que toute libération doit être approuvée par le Président;*
3. *L'augmentation du budget pour la nourriture de 4 à 8 pesos par jour et par détenu;*
4. *L'assurance que les fonds pour l'administration des centres de détention soient effectivement versés afin de pourvoir aux nécessités de base des détenus et de garantir les facilités accordées antérieurement.*

Appuyés dans leur démarche par les plus hautes autorités écclésiales du pays, ils reçurent la promesse du président Marcos "qu'il relâcherait un nombre substanciel de détenus". Après 18 jours de grève, ils décidèrent donc d'arrêter leur action. Depuis lors, plus de 4o prisonniers politiques ont été relâchés et le budget pour la nourriture fut relevé de 1 peso (= 4FB).

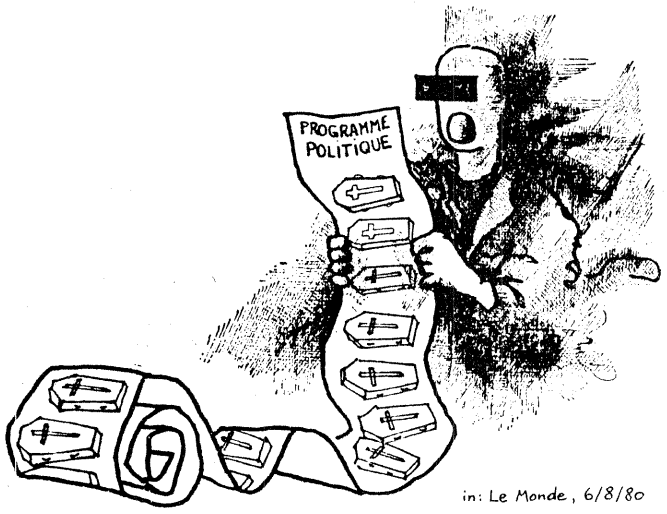
Vers une abolition de la loi martiale?

Dans des déclarations récentes, Marcos affirme sa volonté d'abolir en début 1981 la loi martiale. La visite du pape Jean Paul II n'est certes pas étrangère à ces déclarations. Au moins sur papier, Marcos désire en effet améliorer l'image de marque de son pays à un moment où tous les regards sont tournés vers les Philippines. Il vient donc de déclarer qu'il relâcherait tous les détenus politiques sauf ceux qui sont "vicieusement militants".

Face à des mesures tellement arbitraires, les détenus du Centre de Détention "Bicutan" réagissent vivement:

"Nous réaffirmons notre position en matière de détention politique et de la question connexe, l'unité et la réconciliation nationales.

Premièrement, et notre position est ferme: la condition majeure pour abolir la loi martiale est la libération inconditionnelle de tous les détenus politiques. Des mesures discriminatoires contre certains prisonniers politiques illustres (...) ne pourraient que travailler à l'encontre des objectifs avoués de réconciliation.



in: Le Monde, 6/8/80

Deuxièmement, l'unité nationale et la réconciliation ne peuvent être atteintes que s'il existe une détermination commune d'assurer notre indépendance nationale et de s'opposer à la domination impérialiste de notre vie nationale.
La domination impérialiste reste le fait politique No 1 de la vie dans ce pays.
Dans le contexte actuel, l'unité nationale ne peut être assurée que par la lutte contre l'impérialisme (....).

Troisièmement, le large spectre des droits démocratiques du peuple doit être rétabli, et toute restriction autoritaire allant à l'encontre d'un plein exercice de ces droits doit être démantelée.

Ces droits démocratiques ne comportent pas seulement les libertés civiles telles que les libertés d'expression, de profession de foi et de réunion, mais aussi le droit fondamental du peuple, particulièrement des masses de travailleurs et de paysans, d'organiser des changements authentiques dans leurs conditions d'oppression et d'exploitation."

Si le gouvernement désire vraiment aller dans le sens d'une libéralisation de sa politique dictatoriale, "alors, les lois et la machinerie qui empêchent le peuple d'acquérir la vraie liberté doivent être abolies. Tant que cela ne sera pas fait, l'essence même de la loi martiale subsistera."

Flash 1o4/2o.1.1981
Entraide et Fraternité, Bruxelles